



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

CERCLE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°15 - 6 mars 2004

Lors des élections régionales et cantonales et après, combattre:

*** Pour la rupture des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) avec le gouvernement UMP Chirac-Raffarin, le Medef, la bourgeoisie**

*** Pour un front uni CGT - FO - FSU - PS - PCF contre le gouvernement et sa politique**

Ce que veulent les travailleurs: mettre le gouvernement Chirac-Raffarin hors d'état de nuire

Alors que vont avoir lieu les seules échéances électorales prévues avant 2007, Chirac et Seillière ont planifié une nouvelle phase d'attaques réactionnaires d'ici l'été.

Dès avril, l'Assemblée nationale UMP est saisie d'un projet de loi sur « l'autonomie ». Celui-ci prévoit de voler une journée de travail à tous les salariés (le lundi de Pentecôte) au profit des patrons, dont une partie reversée à une caisse étrangère à la Sécurité sociale et décentralisée.

C'est un premier pas dans l'application de la contre-réforme de l'assurance-maladie annoncée pour l'été, que le rapport Fragonard qui lui sert de base résume ainsi: faire cotiser plus les travailleurs pour être moins et moins bien remboursés, détruire les caisses de sécurité sociale et parallèlement démanteler le système d'hospitalisation public. Le tout au nom d'un déficit largement causé par les dettes cumulées envers le régime général de l'Etat et du patronat (qui bénéficie annuellement de 20 milliards d'exonérations de charges).

Toujours pour juillet, Chirac a annoncé une loi « pour l'emploi », qu'il serait plus juste de nommer loi « pour le patronat » puisqu'elle a pour but de généraliser les CDD de longue durée, d'étrangler les pouvoirs des délégués du personnel notamment en matière de licenciements, de « nettoyer » par ordonnances le code du travail, ainsi que de balayer le régime actuel d'assurance-chômage.

Tout cela est préparé alors que pleuvent les licenciements, que les chômeurs sont exclus par centaines de milliers de toute indemnité, que les salaires sont comprimés, alors que les coupes budgétaires frappent la fonction publique, et que les restaurateurs et patrons se voient offrir de nouveaux milliards de cadeaux fiscaux. Enfin, le parlement achève l'examen de l'acte II de la décentralisation qui supprime des dizaines de milliers de postes dans la fonction publique d'Etat et fait des Régions et Départements des instruments directs de destruction de la formation, de la Santé, ainsi que de formidables vaches à lait pour les capitalistes (tout en faisant exploser la fiscalité locale).

Pour en finir: briser enfin la collaboration des directions syndicales avec le gouvernement et le Medef

Alors, et notamment à l'occasion des élections, travailleurs, jeunes se posent à nouveau la question: comment en finir avec cette politique, comment défaire ce gouvernement?

Les manoeuvres préparatoires à cette nouvelle vague d'attaque sont déjà engagées. Et quelles sont-elles? D'abord le ralliement au rapport Fragonard comme « diagnostic partagé » des dirigeants CGT et FO ainsi que du PS. Sur la base de cette félonie le gouvernement et son ministre de la canicule ont tenu un sommet débouchant sur la mise en place de huit groupes de travail chargé de paver la voie à cette contre-réforme - auxquels participent les dirigeants confédéraux.

De son côté, Fillon chargé trois « groupes de travail » incluant les directions syndicales de préparer la future loi (dite) pour l'emploi en parallèle avec les négociations Medef/syndicats sur les restructurations. Les dirigeants syndicaux, et avec eux le PS et le PCF se préparent ainsi à « travailler » aussi loin qu'ils le pourront avec le gouvernement, à brader toute revendication ouvrière au nom des « (contre) réformes nécessaires ».

Il n'y a qu'à constater leur passivité criminelle face au projet de hold-up de la journée du lundi de Pentecôte, dont ils n'exigent même pas à ce jour le retrait, sans parler de préparer dès maintenant une manifestation unie à l'Assemblée nationale pour son retrait!

Les travailleurs n'ont pas oublié où a mené au printemps 2003 pour les retraites la politique des sommets syndicaux de concertation, de « dialogue social » avec Chirac-Raffarin, saupoudrée de journées d'actions (même « reconductibles »): à une dure défaite.

Ils peuvent mesurer qu'il faudra, pour défendre l'assurance-maladie, les acquis ouvriers, infliger une défaite majeure au gouvernement, et pour cela réussir cette fois-ci à imposer aux dirigeants syndicaux, et dans le mouvement au PS et au PCF, qu'ils combattent, ensemble, le gouvernement UMP, et donc qu'ils cessent de collaborer avec lui et le Medef.

Une seule conclusion: pour battre le gouvernement UMP de Chirac, exiger des organisations qui parlent au nom des travailleurs (directions syndicales, PS PCF) la rupture avec le gouvernement, avec la bourgeoisie.

Comment voter pour la rupture avec le gouvernement Chirac-Raffarin et les capitalistes, pour lui opposer le front uni des organisations du mouvement ouvrier (partis syndicats)?

Voter pour la rupture des organisations syndicales ouvrières, du PS et du PCF avec le gouvernement, voter pour le front unique de ces organisations contre le gouvernement, c'est voter quand c'est possible: au premier tour pour le candidat du parti ou de l'organisation du mouvement ouvrier de son choix (PS, PCF, LCR/LO voire PT), et au second tour pour le candidat de ces formations resté en lice face au représentant des partis bourgeois.

Mais si ce sera possible dans nombre de cantons, il en ira tout autrement dans les élections régionales, politiquement les plus importantes. Pour ces élections, les listes constituées par le PS et le PCF se placent sous le signe de l'alliance avec des formations de nature bourgeoise, résidus du radicalisme, épaves du chevènementisme, Verts,... qui y matérialisent que le PS et le PCF poursuivent la politique de la «gauche plurielle», politique au service des capitalistes qui les a amené à plébisciter Chirac le 5 mai 2002.

Ces listes se situent donc contre l'exigence de la rupture avec le gouvernement Ump et la bourgeoisie, ne permettent pas au prolétariat, aux travailleurs salariés, d'exister pour leur propre compte dans les élections.

Le programme de ces listes est à l'unisson: il ne peut pas susciter l'adhésion des ouvriers, des employés, etc. même si bien des travailleurs voteront malgré tout pour ces listes contre les candidats UMP, UDF ou FN.

Quant aux listes LO-LCR, elles sont opposées au combat pour imposer aux directions des centrales syndicales qu'elles rompent avec le gouvernement UMP et le combattent, tout comme elles se refusent à opposer au gouvernement Chirac-Raffarin le front uni de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Même pour les cantonales où cela est pourtant possible, elles n'appellent pas à voter au second tour pour les candidats PS ou PCF contre les candidats des partis bourgeois. LO et LCR prétendent combattre pour «programme d'urgence». Mais comment mettre en oeuvre un tel programme sans d'abord chasser le gouvernement Chirac-Raffarin, et donc militer pour dresser contre lui le front uni des organisations du mouvement ouvrier?

Aussi, pour les régionales, même si des travailleurs, jeunes, militants, chercheront à émettre un vote de classe en votant LCR-LO, voter contre le gouvernement Chirac-Raffarin et pour la rupture des partis et syndicats du mouvement ouvrier avec lui, c'est rayer, sur les listes du PS et/ou du PCF, les candidats membres des formations bourgeoises. Ce vote aura comme signification claire à l'adresse du PS et du PCF, mais aussi des sommets syndicaux qui leurs sont liés:

Assez de la collaboration avec le gouvernement, le Medef! Front unique pour combattre le gouvernement UMP et sa politique!

Il s'inscrit dans la perspective d'un autre gouvernement, un gouvernement issu de ce front uni des seules organisations du mouvement ouvrier.

Une politique favorable aux travailleurs et à la jeunesse est possible

La politique capable de mettre fin aux maux qui accablent la masse de la population existe.

Un gouvernement cherchant vraiment à garantir le droit aux soins le pourrait, en mettant immédiatement fin aux milliards d'exonérations de charges patronales, en plaçant les caisses de Sécurité Sociale sous le contrôle des seules organisations syndicales (abrogeant le plan Juppé de 1996, la CSG, ...).

Contre le chômage, la précarité, non content d'abroger le RMA et les mesures excluant des centaines de milliers de chômeurs de l'Unedic, il interdirait les licenciements, le travail précaire, et abrogerait les mesures de flexibilité et annualisation prises depuis 1993. Il rétablirait les 37,5 annuités pour une retraite à taux plein, abrogeant les mesures Balladur-Fillon, organiserait le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis vingt ans et indexerait les salaires sur l'inflation.

Il annulerait l'arsenal répressif pris ces dernières années (lois Vaillant, Sarkozy, Perben), garantissant aux travailleurs immigrés les pleins droits de citoyenneté.

Il annulerait les privatisations engagées, reviendrait sur les mesures successives de destruction de l'enseignement public, procéderait aux embauches massives de fonctionnaires qui sont nécessaires dans tous les secteurs .

Pour s'en donner les moyens, il dénoncerait la dette publique qui ne sert qu'à engraisser les fonds de pension et les grands groupes financiers.

Bien entendu, de telles mesures d'urgence exigent pour être prises d'affronter les grands groupes capitalistes et leur Etat, de rompre avec l'Union Européenne, de renverser la Cinquième République.

Au pouvoir, un gouvernement révolutionnaire s'engagerait résolument vers l'expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par les groupes bancaires qui engraissent les capitalistes et étranglent les familles modestes, organiserait la production, la construction de logements, en fonction des besoins des masses, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. Pour faire valoir cette politique rompant avec la logique destructrice du Capital, allant vers le socialisme, il faut s'organiser.

Et pour commencer, lors des élections et ensuite, militer pour mettre le gouvernement Chirac-Raffarin hors d'état de nuire, pour imposer aux organisations ouvrières (partis, syndicats) qu'elles rompent avec lui et réalisent le front unique pour le combattre et le vaincre.

C'est ce pour quoi milite le Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire.